

APPEL SOLENNEL DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ADHÉRANT A UNE SORTIE DE CRISE CONSENSUELLE, INCLUSIVE ET PACIFIQUE

Rappelant les principes qui ont fondé et guidé depuis le début de la crise la mission et l'action des organisations de la société civile adhérant aux Accords de Maputo et des actes additionnels d'Addis-Abeba, et signataires du présent communiqué, à savoir la recherche d'une sortie de crise consensuelle, inclusive et pacifique ;

Face aux événements qui se sont produits la semaine dernière et plus particulièrement le jeudi 20 mai 2010,

Nous présentons nos condoléances aux familles des défunts, et souhaitons un prompt rétablissement aux blessés.

En tant qu'organisations de la société civile gardiennes du respect des droits fondamentaux, ne pouvons demeurer silencieux devant l'escalade de la violence et la reprise de la répression, caractérisées par les manquements suivants :

- violation des droits de l'homme : arrestations arbitraires, entrave à la liberté d'opinion (mandats d'arrêts contre des leaders politiques,...), violation de domicile, dégradation de matériels et violence policière dans les locaux de Fréquence Plus, vandalisme contre la Gazette de la Grande Ile ;
- violation de la liberté de presse : arrestation de techniciens et de journalistes et saisie arbitraire de matériels de Radio Fahazavana, qui réduiront encore plus l'expression de la diversité d'opinions et le pluralisme, au profit de la pensée unique déjà dominante ;
- Non respect de l'éthique et de la déontologie journalistiques et de la loi sur la presse par l'intensification de l'incitation à la haine de la part de certains média partisans ;
- Entrave à la liberté de manifester et non respect des précautions d'usage pour préserver la vie de civils non armés.

Il en a résulté la perte de 4 vies humaines, et 12 blessés (source hospitalière) dont la liste vient s'ajouter à celle, déjà longue, des victimes de cette crise.

C'est pourquoi, nous lançons un appel solennel :

- aux autorités pour faire cesser cette répression brutale et rétablir un climat d'apaisement, nécessaire au dialogue, seule voie pour sortir de cette crise ;
- à toutes les composantes de l'armée malgache pour qu'elle assume sa mission première qui est d'assurer la paix, la sécurité des personnes et des biens, d'agir en leur âme et conscience en toute circonstance pour garantir et préserver leur unité et leur neutralité qui est le gage du retour de la paix sociale ;
- à toutes les forces vives de la Nation : les politiques, l'armée et les forces de l'ordre, la société civile, la société économique et la population en général à se mobiliser pour arrêter le cycle de la violence qui hypothèque les chances de trouver une solution de sortie de crise,

indispensable pour revenir sur le chemin de l'unité nationale, du développement et de la sérénité.

Il est temps que toutes les filles et tous les fils de ce pays rejettent la haine et la violence, se concentrent sur l'intérêt supérieur de la Nation et recherchent, ensemble, une solution durable pour sortir de cette impasse.

Antananarivo, le 22 mai 2010

ACCES Zon'Olombelona
Association des Jeunes Patriotes Actifs (A.J.P.A.)
Citoyen Responsable des Affaires Nationales (CRAN)
Collectif des Citoyens et des Organisations Citoyennes (CCOC)
MAIagasy MPAndala Fihavanana (MAMPAFI)
Plate-Forme Nationale des Organisations de la Société Civile de Madagascar
(PFNOSCM/VOIFIRAIANA)
Tranoben'ny Tantsaha Région DIANA – Nosy-Be